ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 juin 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'aptitude au service en mer" , a donné le 16 septembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 juni 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de geschiktheid voor dienst op zee", heeft op 16 september 1991 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'objet de l'arrêté en projet étant limité à l'aptitude médicale au service en mer, l'intitulé serait plus précis s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'aptitude médicale au service en mer".

Préambule.

Alinéas 1er à 3.

Les dispositions modificatives contenues dans la loi du 21 décembre 1990 qui sont mentionnées n'entreront en vigueur qu'à la date qui sera fixée par le Roi.

Par ailleurs, la loi du 18 mars 1838 et celle du 1er mars 1958, visées respectivement aux alinéas 1er et 2, ont vu leur intitulé modifié respectivement par la loi du 6 juillet 1967 et par la loi du 13 juillet 1976.

Tenant compte de ces observations, les alinéas 1er à 3 doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, modifiée par la loi du 6 juillet 1967, notamment l'article 12 remplacé par la loi du 13 novembre 1974;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 8, modifié par la loi du 13 juillet 1976;".

Alinéa 4.

L'article 10 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, a été abrogé par l'article 59, 5E, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

Toutefois, l'arrêté royal du 18 février 1991 mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, a mis cette abrogation en vigueur excepté pour :

"a)les élèves militaires de l'Ecole royale des cadets;

b)les engagés et rengagés, candidats officiers et candidats sous-officiers de carrière, jusqu'à leur nomination

au grade de sous-lieutenant ou de sergent, selon les cas;

c)les miliciens qui ne sont pas candidat officier de réserve et qui effectuent des prestations volontaires à court terme comme para-commando;

d)les militaires qui, dans le cadre des dispositions des articles 61 et 62 de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, sont autorisés à continuer à servir".

L'abrogation n'étant que partielle dans son champ d'application, l'alinéa 4 doit, en conséquence, être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment l'article 10, modifié par les lois du 31 juillet 1984 et du 21 décembre 1990;".

Alinéas 6 et 8.

Ces alinéas doivent être omis, car ils ne constituent pas le fondement du projet et ne sont qu'un rappel des critères applicables notamment à la force navale.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte tout autant que les explications fournies par la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical sont ésotériques.

La disposition doit être rédigée de manière à être compréhensible.

Par ailleurs, le début de l'article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par service en mer ...".

Article 3.

L'arrêté en projet ne déroge pas aux arrêtés royaux visés par la disposition en projet. La seule portée de cette disposition est d'imposer un examen médical supplémentaire pour être reconnu apte au service en mer, cet examen étant organisé par les articles suivants.

L'article 3 peut, dès lors, être omis.

Article 4 (devenant l'article 3).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 3. L'aptitude médicale du personnel au service en mer est contrôlée par le Centre médical de la force navale.

Les examens de contrôle se font tous les cinq ans pour le personnel qui n'a pas atteint l'âge de trente ans, tous les trois ans pour le personnel âgé de trente à trente-neuf ans et tous les deux ans pour le personnel âgé de quarante ans et plus.

En outre, un examen de contrôle est effectué dans les cas suivants :

1Elorsque le chef d'état-major de la force navale, le commandant de la grande unité, le chef de corps ou le commandant d'unité demandent un examen de contrôle d'un membre du personnel en service en mer dont le comportement fait craindre qu'il ne possède plus les aptitudes physiques imposées pour faire partie de ce personnel;

2Eà la demande du médecin du corps, lorsqu'il estime qu'une maladie ou une blessure peut influencer l'aptitude au service en mer d'un membre du personnel, même si l'aptitude au service en général n'est pas modifiée, le médecin d'unité faisant, en ce cas, procéder en temps utile à tous les examens nécessaires pour que la Commission pour l'aptitude au service en mer puisse prendre une décision;

3Elorsqu'un membre du personnel au service en mer demande, à l'intervention du médecin chef de son unité, un examen de contrôle parce que, à son estime, son aptitude est modifiée.

Ces membres du personnel sont convoqués aux examens par le Centre médical de la force navale".

Article 5 (devenant l'article 4).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6 (devenant l'article 5).

1. A la fin du paragraphe 1er, il faut écrire : "... le profil médical spécial des candidats".

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La commission décide si le personnel est apte ou inapte au service en mer, en se fondant sur l'examen médical prévu à l'article 3".

A l'alinéa 3 du même paragraphe, on écrira : "... elle en détermine la durée et constate ...".

Au paragraphe 3, il faut écrire : "... des contrôles prévus à l'article 3, que ...".

Article 7 (devenant l'article 6).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 6. La commission médicale d'appel pour l'aptitude au service en mer connaît de l'appel introduit devant elle par l'intéressé ou par le ministre de la Défense nationale contre les décisions de la commission prises en application de l'article 5, § 2.

Avant de statuer sur l'appel, elle procède à un nouvel examen médical de l'intéressé".

Article 8 (devenant l'article 7).

L'alinéa 1er doit être scindé en deux alinéas, rédigés comme suit :

"Art. 7. La commission ... détachés auprès de la force navale et justifiant d'une expérience du service en mer.

Elles sont présidées par l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé".

L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Pour l'examen d'un même dossier, les membres de la commission médicale d'appel doivent être autres que ceux qui ont siégé dans la commission médicale dont la décision est entreprise".

Article 9 .

Il y a lieu d'intervertir les articles 9 et 10, l'article 10 devenant l'article 8.

A l'article 9, pour tenir compte du souci d'objectivité et d'impartialité que le Gouvernement a manifesté à l'article 8, alinéa 2, du projet, il est souhaitable de prévoir que les commissions ont des secrétaires différents.

Article 11.

Cette disposition devient l'article 10.

Article 12 (devenant l'article 11).

1. La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 11. Le recours prévu à l'article 7 est adressé au président ... dans les trente jours de la notification de la décision entreprise".

2. Quant à la seconde phrase, elle devrait faire l'objet d'un article distinct, à savoir un article 12, et il s'imposerait d'y prévoir que l'intéressé et son médecin conseil peuvent consulter le dossier médical, non seulement au secrétariat de la commission de première instance, mais aussi au secrétariat de la commission d'appel.

De même, il conviendrait de prévoir expressément dans le même article que l'intéressé et son médecin conseil ont la faculté de faire valoir leurs observations, oralement ou par écrit, auprès desdites commissions.

Par ailleurs, la numérotation en 1E et 2E doit être supprimée, le 3E étant omis, faisant double emploi.

Article 14.

L'article 14 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 14. Chaque commission se prononce à la majorité des voix.

La décision énonce les constatations et observations faites ainsi que les conclusions médicales qui en sont tirées".

Article 15.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 15. La décision est inscrite au dossier personnel de l'intéressé.

Elle est notifiée au ministre de la Défense nationale et, à la diligence de son chef de corps, à l'intéressé".

Article 16.

1. A l'alinéa 3, il faut omettre les mots "à dater" et, à l'alinéa 4, supprimer la virgule après le mot "examinés".

2. L'alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit :

"La décision prise par la commission médicale sur la demande de révision est susceptible du recours prévu à l'article 6".

*

* *

L'intitulé du chapitre III serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre III. Dispositions diverses".

*

* *

Article 17.

L'alinéa 2 doit constituer un article distinct, c'est-à-dire l'article 18, rédigé comme suit :

"Art. 18. Chaque commission établit son règlement d'ordre intérieur moyennant l'approbation du ministre de la Défense nationale".

Article 18.

Cette disposition devient l'article 19.

Annexe.

1. L'annexe comporte des dispositions qui trouveraient mieux leur place dans l'arrêté royal lui-même, par exemple les articles 1er à 3, 5 et 6.

2. Conformément à l'article 2 de l'arrêté en projet, l'annexe devrait se limiter à déterminer les infirmités, maladies et déficiences qui entraînent l'inaptitude au service en mer.

3. a) Enfin, la rédaction de l'annexe doit être adaptée aux diverses observations qui ont été faites au sujet du texte de l'arrêté en projet.

b) Le texte néerlandais de l'annexe est susceptible d'amélioration. Il devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Aangezien het onderwerp van het ontworpen besluit beperkt blijft tot de medische geschiktheid voor de dienst op zee zou het ter wille van de duidelijkheid beter zijn dat het opschrift als volgt wordt geredigeerd :

"Koninklijk besluit betreffende de medische geschiktheid voor de dienst op zee".

Aanhef.

Eerste tot derde lid.

De wijzigingsbepalingen vervat in de wet van 21 december 1990, naar welke bepalingen wordt verwezen, zullen pas op de door de Koning vastgestelde datum in werking treden.

Voorts is het opschrift van de wet van 18 maart 1838, vermeld in het eerste lid, en dat van de wet van 1 maart 1958, vermeld in het tweede lid, respectievelijk bij de wet van 6 juli 1967 en bij de wet van 13 juli 1976 gewijzigd.

Rekening houdend met deze opmerkingen moeten het eerste tot het derde lid als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1967, inzonderheid op artikel 12, vervangen bij de wet van 13 november 1974;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;".

Vierde lid.

Artikel 10 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht is opgeheven bij artikel 59, 5E, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

Het koninklijk besluit van 18 februari 1991 tot inwerkingstelling van sommige bepalingen van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader heeft die opheffing in werking doen treden, weliswaar behalve voor :

"a)de militaire leerlingen van de Koninklijke Kadettenschool;

b)de dienstnemers en wederdienstnemers, kandidaat-beroepsofficieren en kandidaat-beroepsonderofficieren, tot hun benoeming in de graad van onderluitenant of van sergeant, naargelang het geval;

c)de dienstplichtigen die geen kandidaat-reserveofficier zijn en vrijwillige prestaties op korte termijn verrichten als paracommando;

d)de militairen die, in het kader van de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, toestemming hebben gekregen om verder te dienen".

Aangezien de toepassingssfeer van de opheffing slechts onvolledig is, moet het vierde lid bijgevolg als volgt luiden :

"Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1984 en 21 december 1990;".

Zesde en achtste lid.

Die leden dienen te vervallen want ze leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp en vormen slechts een herhaling van de criteria die onder meer van toepassing zijn op de zeemacht.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Zowel de tekst als de uitleg die door de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst is verstrekt is esoterisch.

De bepaling moet zo worden geredigeerd dat ze verstaanbaar is.

Voorts moet het begin van het artikel als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet onder dienst op zee worden verstaan ...".

Artikel 3.

Het ontworpen besluit wijkt niet af van de in de ontworpen bepaling genoemde koninklijke besluiten. Die bepaling strekt er alleen toe degenen die geschikt willen worden bevonden voor de dienst op zee ertoe te verplichten een bijkomend medisch onderzoek te ondergaan. Dit onderzoek wordt door de volgende artikelen geregeld.

Artikel 3 kan derhalve vervallen.

Artikel 4 (dat ar tikel 3 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 3. Het personeel wordt op zijn medische geschiktheid voor de dienst op zee onderzocht door het Medisch Centrum van de zeemacht.

Het controleonderzoek heeft voor het personeel dat nog geen dertig jaar oud is om de vijf jaar plaats, voor het personeel van dertig tot negenendertig jaar oud om de drie jaar en voor het personeel dat veertig jaar oud is of ouder om de twee jaar.

Voorts wordt een controleonderzoek verricht in de volgende gevallen :

1E wanneer de stafchef van de zeemacht, de commandant van de grote eenheid, de korpscommandant of de eenheidscommandant vragen dat een lid van het personeel in zeedienst, van wie gelet op zijn gedrag kan worden gevreesd dat hij niet meer de vereiste lichamelijke geschiktheid heeft om tot dit personeel te behoren, een controleonderzoek ondergaat;

2E op verzoek van de geneesheer van het korps, wanneer hij van oordeel is dat een ziekte of een verwonding een invloed kan hebben op de geschiktheid van een personeelslid voor de dienst op zee, zelfs als de geschiktheid voor de dienst in het algemeen niet gewijzigd is, en in dat geval laat de eenheidsgeneesheer tijdig de nodige onderzoeken verrichten opdat de medische commissie voor geschiktheid voor dienst op zee een beslissing kan nemen;

3Ewanneer een lid van het personeel in zeedienst door bemiddeling van de hoofdgeneesheer van zijn eenheid, een controleonderzoek vraagt omdat hij vindt dat zijn geschiktheid gewijzigd is.

Die personeelsleden worden door het Medisch Centrum van de zeemacht opgeroepen voor de medische onderzoeken".

Artikel 5 (dat ar tikel 4 wordt).

Men schrijve : "Er worden ..." in plaats van "Er wordt ...".

Artikel 6 (dat ar tikel 5 wordt).

1. Aan het slot van paragraaf 1 schrijve men : "... het speciaal medisch profiel van de kandidaten".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te redigeren :

"§ 2. De commissie beslist op grond van het door artikel 3 voorgeschreven medisch onderzoek of het personeel al dan niet geschikt is voor de dienst op zee".

In het derde lid van dezelfde paragraaf schrijve men :

"Wanneer zij tot een tijdelijke ongeschiktheid voor de dienst op zee besluit, bepaalt zij tevens de duur hiervan en geeft zij aan of ...".

In paragraaf 3 moet worden geschreven : "... bij een van de in artikel 3 voorgeschreven controles, dat ...".

Artikel 7 (dat ar tikel 6 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 6. De medische commissie van beroep voor geschiktheid voor dienst op zee neemt kennis van het beroep dat bij haar door de betrokkene of door de Minister van Landsverdediging is ingesteld tegen de beslissingen die de commissie met toepassing van artikel 5, § 2, heeft genomen.

Alvorens uitspraak te doen over het beroep onderwerpt zij de betrokkene aan een nieuw medisch onderzoek".

Artikel 8 (dat ar tikel 7 wordt).

Het lid moet worden opgesplitst in twee leden, luidende :

"Art. 7. De medische ... die ingedeeld zijn bij de zeemacht en blijk geven van ervaring in de zeedienst.

Zij worden voorgezeten door de officier met de meeste anciënniteit in de hoogste graad".

Het zou beter zijn het tweede lid, dat het derde lid wordt, als volgt te redigeren :

"Voor de behandeling van een zelfde dossier moeten in de medische commissie van beroep andere leden zitting hebben dan die welke zitting hebben gehad in de medische commissie waarvan de beslissing wordt aangevochten".

Artikel 9.

De volgorde van de artikelen 9 en 10 moet worden omgekeerd en artikel 10 moet artikel 8 worden.

Wil men rekening houden met het streven naar objectiviteit en onpartijdigheid waaraan de Regering uiting heeft gegeven in artikel 8, tweede lid, van het ontwerp, dan zou het gewenst zijn dat in artikel 9 wordt bepaald dat de commissies verschillende secretarissen hebben.

Artikel 11.

Die bepaling wordt artikel 10.

Artikel 12 (dat ar tikel 11 wordt).

1. Het zou beter zijn de eerste zin als volgt te redigeren :

"Art. 11. Het in artikel 7 bedoelde beroep wordt binnen dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing bij ter post aangetekende brief gezonden aan de voorzitter van de commissie van beroep".

2. De tweede zin zou een onderscheiden artikel moeten vormen, namelijk een artikel 12, en daarin zou moeten worden bepaald dat de betrokkene en zijn adviserend geneesheer inzage mogen hebben van het medisch dossier, niet alleen op het secretariaat van de commissie van eerste aanleg, doch ook op het secretariaat van de commissie van beroep.

Zo ook zou uitdrukkelijk in dat artikel moeten worden bepaald dat de betrokkene en zijn adviserend geneesheer de mogelijkheid hebben hun opmerkingen mondeling of schriftelijk aan de genoemde commissies kenbaar te maken.

Voorts moet de nummering met gebruikmaking van 1E en 2E vervallen daar 3E wegvalt omdat het een onnodige herhaling vormt.

Artikel 14.

Het zou beter zijn artikel 14 als volgt te redigeren :

"Art. 14. Iedere commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen.

.../...

In de beslissing wordt melding gemaakt van de vaststellingen en de opmerkingen, alsmede van de medische conclusies die daaruit worden getrokken".

Artikel 15.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 15. De beslissing wordt ingeschreven in het persoonlijk dossier van de betrokkene.

Zij wordt ter kennis gebracht van de Minister van Landsverdediging en, door toedoen van zijn korpscommandant, van de betrokkene".

Artikel 16.

1. In het derde lid moeten de woorden "binnen de vijf jaar vanaf" worden vervangen door de woorden "binnen vijf jaar na" en in de Franse tekst van het vierde lid behoort de komma na het woord "examinés" te vervallen.

2. Het zou beter zijn het vijfde lid als volgt te redigeren :

"Tegen de beslissing van de medische commissie over de aanvraag tot herziening kan beroep worden ingesteld zoals bepaald in artikel 6".

*

* *

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III. Diverse bepalingen".

*

* *

Artikel 17.

Het tweede lid moet een onderscheiden artikel vormen, namelijk artikel 18, luidende :

"Art. 18. Elke commissie maakt haar reglement van inwendige orde op dat de goedkeuring van de Minister van Landsverdediging behoeft".

Artikel 18.

Die bepaling wordt artikel 19.

Bijlage.

1. De bijlage bestaat uit bepalingen die beter op hun plaats zouden zijn in het koninklijk besluit zelf, bijvoorbeeld de artikelen 1 tot 3, 5 en 6.

2. Overeenkomstig artikel 2 van het ontworpen besluit zou men er zich in de bijlage toe moeten bepalen aan te geven welke kwalen, ziekten en gebreken maken dat men ongeschikt is voor de dienst op zee.

3. a) Ten slotte moet bij de redactie van de bijlage rekening worden gehouden met de verschillende opmerkingen die in verband met de tekst van het ontworpen besluit zijn gemaakt.

b) De Nederlandse tekst van de bijlage is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld dient "Bijlage bij het koninklijk besluit van ..." te worden geschreven, in plaats van "Bijlage aan ...", alsook "Hoofdstuk I. - Algemeen" in plaats van "Hoofdstuk I. - Algemeenheden". Bovendien is het niet gebruikelijk om, zoals in de artikelen 2 en 6 het geval is, gebruik te maken van de toekomende tijd.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opge-steld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.